



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Mission permanente du Grand-Duché de Luxembourg
auprès de l'Office des Nations unies et des
organisations internationales à Genève

32^e session du Conseil des droits de l'homme
Point 10 de l'ordre du jour

**Dialogue interactif avec Mme Marie-Thérèse Keita Bocoum, Experte
indépendante sur la situation des droits de l'homme en République
centrafricaine**

29 juin 2016

Intervention du Luxembourg

Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration prononcée par l'UE.

Nous tenons à remercier Madame Keita Bocoum pour la qualité de son travail et nous nous félicitons de la coopération des autorités centrafricaines.

Il y a un an, ma délégation a salué les résultats du Forum de Bangui. Il faut maintenant aboutir rapidement à des résultats concrets. Il est impérieux que la dynamique de réconciliation nationale portée par les Centrafricains eux-mêmes se poursuive pour aider la RCA à mettre en place un Etat garant de la paix, de la justice et de la sécurité.

Malgré les avancées positives qu'a connues le pays, il est manifeste que les défis à relever sont immenses et que le processus de réconciliation demeure fragile. Dans un contexte de tensions persistantes, la situation sécuritaire reste précaire. A ce titre, il est déplorable de voir que des convois humanitaires, destinés à

apaiser les souffrances des populations vulnérables du pays, fassent l'objet d'attaques répétées.

La lutte contre l'impunité et le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire doivent maintenir leur caractère prioritaire. A ce titre, ma délégation salue les réflexions en cours concernant la mise en place d'une Commission vérité, justice, réparation et réconciliation en Centrafrique. Elle serait le signe d'un engagement accru des autorités centrafricaines, en particulier s'agissant de la réparation aux victimes.

Le Luxembourg porte une attention particulière à la situation en RCA et continuera d'appuyer les efforts du pays sur son chemin vers un pays uni et stable.

Madame l'Experte indépendante,

S'agissant des enfants recrutés et utilisés par des groupes armés, pourriez-vous nous indiquer où en est l'état de leur démobilisation ?